

De loin

Confusion

Par Dr Ṭāhā Ḥusayn

Ils ne souhaitent pas la paix, car celle-ci diminuerait leur prestige dans le monde arabe et encouragerait d'autres nations qui, jusqu'à récemment, les écoutaient et leur obéissaient. Pourtant, même aujourd'hui, ils ne comprennent toujours pas l'Orient arabe comme il se doit, ni l'Égypte moderne dans sa véritable essence. Ils pensent encore comme au siècle passé, estimant qu'Égypte les effraiera comme jadis, comme si aucun événement ne s'était produit et qu'aucune leçon n'avait été tirée des épreuves antérieures.

Le retard d'Égypte à répondre au comité chargé de négocier sur le canal d'Égypte irritait profondément les politiciens britanniques et français. Ils mobilisaient leur intelligence et forçaient leur esprit au-delà de leurs capacités pour déterminer : premièrement, si le président de la République répondrait ; deuxièmement, de quelle manière ; troisièmement, comment agir s'il refusait la rencontre.

Cette incertitude les plongeait dans une confusion totale. Les journaux britanniques et français reflétaient cette perplexité avec une étonnante précision, émettant des hypothèses contradictoires et infinies, révélant ainsi que les journalistes et politiciens n'étaient pas moins troublés que les décideurs de Londres ou Paris. Puis arriva la réponse égyptienne, un matin, et ce brouillard de confusion se transforma en un autre tout aussi profond.

La réponse de l'Égypte était véritablement déconcertante : brève, concise, claire, sans équivoque, et ne laissant aucune place à l'interprétation. La commission avait demandé à rencontrer le président, et celui-ci déclara qu'il était prêt à la recevoir. Mais cette réponse, si nette et concise, déconcerte tous les observateurs. Elle ne mentionne ni les sujets à aborder, ni le contenu de la discussion.

Dès lors, les interprétations se multiplient : certains optimistes y voient une inclination à la paix, d'autres soupçonnent des conditions cachées et des problèmes à soulever durant la négociation. Certains adoptent une position médiane, imaginant que le président utilise la brièveté pour gagner du temps, détourner d'autres pays européens de la France et de la Grande-Bretagne, ou les isoler. Pendant trois jours—qui nous semblent courts mais qui, pour eux, sont longs—politiques et journalistes se débattent dans ce labyrinthe d'incertitudes, multipliant questions et conjectures sans réponses certaines.

Mais la perplexité franco-britannique ne s'arrête pas là. Elle revêt un aspect plus grave, aux conséquences durables sur les relations futures entre l'Orient arabe et l'Occident européen. Les Britanniques et les Français souhaitent la négociation,

mais imposent des conditions strictes qu'ils jurent de ne jamais transgresser. Ainsi, ils envoient une délégation avec un rameau d'olivier à la main et des forces militaires, navires et avions à l'appui. La France choisit, le jour de la réponse égyptienne, de solliciter la permission de la Grande-Bretagne pour envoyer des troupes à Chypre, prête à protéger ses ressortissants et intérêts. La Grande-Bretagne déploie également ses forces, prête à affronter tout danger.

Ils demeurent ainsi dans une hésitation profonde. Ils ignorent s'ils doivent négocier ou faire la guerre, ou, pour dire vrai, ils ne souhaitent peut-être pas négocier du tout : ils veulent imposer leur volonté. Accepter leurs conditions implique humiliation et soumission, ou refuser, c'est risquer la guerre et compromettre la sécurité mondiale.

Pourtant, ils affirment ne vouloir que la paix. Mais leurs préparatifs militaires contredisent leurs déclarations. Ils avancent en menaçant et en promettant, incapables de reculer sans perdre crédibilité, retenus par la crainte américaine et la prudence russe. Dans une main, ils tendent l'olivier, dans l'autre, ils brandissent la menace de guerre—et ils ne savent eux-mêmes ce qu'ils désirent vraiment.

Ils redoutent la guerre, incapables d'en évaluer les conséquences. Ils redoutent la paix, car elle affaiblirait leur prestige. Ils persistent à penser qu'Égypte les effraiera, ignorant les leçons du passé. La France n'a pas tiré enseignement de l'Indochine, du Proche-Orient ou de l'Afrique du Nord. La Grande-Bretagne n'a pas appris de ses échecs en Inde ni ailleurs, ni des risques à Chypre. Pourtant, les deux puissances s'engagent à protéger les anciens actionnaires de la Compagnie du canal, sans savoir comment honorer cette promesse.

Ils croient en leur propre force, mais savent que l'Égypte ne cédera pas. Les conservateurs en France et en Grande-Bretagne ne pardonneront aucune faiblesse dans la défense du capital, quels que soient les motifs. Ils s'agitent dans un vacarme de menaces et de préparatifs, mais ils n'obtiendront rien sans la volonté égyptienne—et l'Égypte, fidèle à elle-même, tiendra bon.

J'avais prédit, lors du retrait américain et britannique du financement du Haut Barrage, qu'Égypte affrontait un test sévère : soit elle prouverait au monde sa détermination et son indépendance, soit elle montrerait faiblesse et division. Avant la nationalisation du Canal, je l'avais dit. Après cet acte audacieux et les manœuvres britanniques et françaises pour semer la peur et la division, le test devient encore plus rigoureux.

Aujourd'hui, l'Égypte doit choisir entre indépendance, honneur et dignité, quel qu'en soit le prix, ou revenir sous occupation britannique et française—ou pire, sous tutelle internationale du canal. Je suis pleinement confiant qu'Égypte choisira avec sagesse, et elle le fera.

Tahā Ḥusayn

*Al-Jumhūriyah, 5 septembre 1956

